

LE DEVOIR

LE MONDE

La Corée du Nord posséderait déjà deux bombes nucléaires

Les aveux de Pyongyang provoquent une nouvelle crise internationale

AGENCE FRANCE-PRESSE ET LIBÉRATION

Washington — Washington a affirmé hier que la Corée du Nord possédait des armes nucléaires, provoquant ainsi, après l'Irak et la guerre contre le terrorisme, une nouvelle crise internationale.

Mercredi soir, Washington avait affirmé que la Corée du Nord avait admis avoir développé secrètement un programme nucléaire.

La Corée du Nord possède deux armes nucléaires élaborées à partir de plutonium, ont affirmé hier des responsables de l'administration américaine sous le couvert de l'anonymat. «Je crois qu'ils ont un petit nombre d'armes nucléaires», a déclaré pour sa part le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld.

Cet aveu est une information «troublante», qui «porte à réfléchir» et appelle une réponse sur le plan diplomatique, a estimé hier un porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan. «Nous allons réagir par les canaux diplomatiques [...] et nous continuons de chercher une solution pacifique», a-t-il ajouté, dénonçant «une violation très grave du traité de non-prolifération nucléaire».

Cet aveu «pose pour la politique

étrangère du président Bush un grave défi inattendu», alors qu'il se prépare à une confrontation avec Saddam Hussein, que des milliers de militaires américains sont en Afghanistan et que des attentats sont commis au Yémen et en Indonésie, estimait hier le quotidien Washington Post.

Mais interrogé sur les similarités entre la question nord-coréenne et l'Irak, le porte-parole de la Maison-Blanche a évoqué les propos tenus la semaine dernière à Cincinnati (Ohio) par le président Bush selon lesquels «l'Irak est unique». «L'Irak a envahi et lancé récemment des attaques militaires contre des pays voisins et a montré qu'il était prêt à utiliser des armes de destruction massive», a affirmé Scott McClellan.

Washington maintient quelque 38 000 soldats en Corée du Sud pour parer à toute menace venant du nord.

Les Etats-Unis ont révélé mercredi soir que le régime stalinien de Kim Jong-il avait admis développer secrètement un programme d'armement nucléaire, en violation d'un accord signé en 1994 qui en prévoyait le gel.

«En raison des inquiétudes sur ce programme, nous ne sommes plus en mesure de poursuivre» un dialogue avec la Corée du Nord, a indiqué un responsable du département d'Etat.

La reconnaissance par Pyongyang de la poursuite du programme date d'une visite effectuée début octobre en Corée du Nord par le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé de l'Extrême-Orient et du Pacifique, James Kelly, qui prévoit se rendre très prochainement à Séoul et à Tokyo pour discuter de cette crise.

M. Boucher a souligné que Pyongyang avait déclaré considérer l'accord de 1994 comme «caduc», mais il a ajouté que les Etats-Unis recherchaient «une solution pacifique» à la crise.

L'accord signé en 1994 prévoyait qu'un consortium de pays, conduit par les Etats-Unis, devait construire avant 2003 deux réacteurs nucléaires à eau légère en Corée du Nord en échange d'un



gel des programmes d'armes atomiques par Pyongyang.

À Séoul, on s'interroge sur l'«embellie»

À Séoul, où le fameux match de football de la réunification entre les deux Corées a attiré plus de 60 000 spectateurs le 7 septembre, le gouvernement sud-coréen a réuni un conseil de sécurité extraordinaire mais s'efforce de calmer le jeu alors que la politique de rapprochement ou d'«embellie» apparaît de nouveau comme un jeu de dupes. «Le fait que la Corée du Nord cherche à développer des armes nucléaires est inacceptable», a déclaré un conseiller du président Kim Dae-jung, dont le mandat expire en décembre. «Nous l'exhortons à respecter tous ses accords.» Depuis quelques semaines, le chef de l'Etat tirait en effet les bénéfices de la reprise du dialogue avec Pyongyang, où il s'était rendu il y a deux ans pour rencontrer le leader Kim Jong-il. Les athlètes nord-coréens aux Jeux asiatiques de Busan, achevés dimanche, ont été ovationnés. Les travaux de reconnection de la voie ferrée Séoul-Pyongyang ont enfin démarré. «Le soleil commençait à briller, et voilà que l'ombre d'un gros champignon atomique bouche l'horizon, ironise un professeur de l'université Yonsei. Il faut maintenant savoir ce que cachent ces aveux. Depuis quand les Nord-Coréens ont-ils repris leurs recherches? Est-ce que le chantage

cache une vraie menace?»

Pour Pyongyang, aux abois sur le plan économique, ce chantage ne peut pas être pris à la légère. Le leader Kim Jong-il a beau avoir promis à plusieurs reprises d'interrompre son programme de missiles balistiques, le savoir-faire nord-coréen en matière de fusées est l'une de ses rares monnaies d'échange pour faire rentrer des devises.

Les experts soulignent aussi que l'Agence internationale pour l'énergie atomique n'a jamais été autorisée à se rendre en Corée du Nord depuis 1993. La quantité d'uranium enrichi à sa disposition demeure donc un mystère.

Promesses d'aide

Reste que cette politique du pire est très risquée car elle remettra en cause, si les renseignements sont confirmés, les quelques acquis du réchauffement récent. Le Japon a promis à la Corée du Nord près de dix milliards de dollars d'aide et devrait les débloquer une fois réglée la question des kidnappés nippons, lors de négociations prévues les 29 et 30 octobre en Malaysia. La Corée du Sud est aussi prête à signer un gros chèque si les travaux de la voie ferrée avancent. Pyongyang, pour l'heure, n'a pas réagi officiellement. «Après de tels aveux, le régime nord-coréen n'a pas d'autre choix que de faire des concessions majeures», prédit, rassurant, un diplomate en poste à Séoul.

Désarmement de l'Irak

Washington commence à faire marche arrière aux Nations unies

EDITH LEDERER ASSOCIATED PRESS

New York — Face à la ferme opposition d'un grand nombre de pays, dont la France et la Russie, Washington a finalement plié. Les Etats-Unis renoncent à menacer l'Irak d'un recours automatique à la force en cas d'entrave au travail des inspecteurs en désarmement, a-t-on appris hier de sources diplomatiques occidentales.

Les représentants américains à l'ONU sont désormais disposés à une formule de compromis qui permettrait au Conseil de sécurité de l'ONU de sortir du blocage actuel et d'adopter une résolution sur l'Irak, ont précisé ces diplomates.

La position de Washington est maintenant assez proche de la démarche en deux étapes pronée par la France depuis le début: dans un premier temps, tester la volonté de Bagdad de coopérer sur le terrain avec les inspecteurs de l'ONU, et dans un second temps seulement, si l'Irak entrave leur travail ou ne désarme pas, revenir devant le Conseil de sécurité pour un nouveau débat et une éventuelle nouvelle résolution autorisant cette fois le recours à la force.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis — soutenus par la Grande-Bretagne — exigeaient que figure, dès la prochaine résolution, l'autorisation de recourir à la force contre l'Irak en cas de mauvaise coopération de Bagdad avec les inspecteurs en désarmement de l'ONU.

A Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov a confirmé que Washington et Londres soumettront rapidement de nouvelles propositions afin de parvenir à un consensus au Conseil de sécurité.

Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a informé son homologue russe que ces nouvelles propositions tiendront compte du point

de vue de Moscou et seront présentées aujourd'hui ou demain aux autres membres permanents du Conseil de sécurité. «Nous sommes impatients de voir ce document», a déclaré M. Ivanov en estimant qu'il existe désormais des «conditions favorables» à un accord à l'ONU sur une nouvelle résolution.

Dans un entretien téléphonique avec M. Ivanov, M. Powell «a souligné que les Etats-Unis souhaitent parvenir à un consensus parmi les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU afin de mettre en œuvre toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Irak».

Le nouveau compromis proposé par Washington renonce à menacer l'Irak explicitement et ouvertement, mais les diplomates occidentaux, qui s'exprimaient sous le couvert de l'anonymat, ont précisé qu'une menace de conséquences serait implicitement contenue dans le texte.

En visite à Beyrouth, au Liban, à l'occasion du neuvième sommet de la Francophonie, le président Jacques Chirac a réaffirmé la position française, hostile à toute résolution prévoyant un recours automatique à la force. «L'option militaire, ultime recours, n'est pas une fatalité, a déclaré le président français. Faisons d'abord le pari de la responsabilité et de la sécurité dans la paix.»

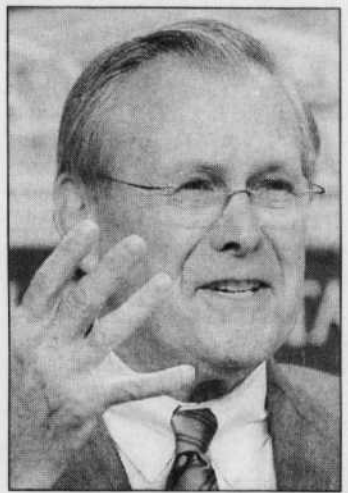
Jacques Chirac a réitéré la volonté de la France d'agir «dans le cadre des Nations unies qui, elles seules, assurent la légitimité de toute action». «C'est une nécessité à la fois morale et politique», a-t-il martelé. Dans ce cadre, Jacques Chirac a estimé que «toutes les résolutions mais rien que les résolutions» de l'ONU «devaient être appliquées».

Selon des diplomates, la France étudie la nouvelle proposition américaine. Toutefois, «nous ne sommes pas dans une position de rupture», a expliqué l'un d'eux en précisant que les contacts franco-américains se sont poursuivis à différents niveaux.

Saddam prend les tics de George Bush

(AFP) — Le président irakien Saddam Hussein a placé hier la confrontation entre Bagdad et Washington dans un contexte de «lutte entre le bien et le mal», a-t-il affirmé dans un discours diffusé par les télévisions irakiennes. Saddam Hussein a usé presque des mêmes termes utilisés par le président américain George W. Bush lorsqu'il avait évoqué cette même vision pour dépeindre la lutte entre son pays et le terrorisme international après les attentats du 11 septembre 2001.

elle n'est plus une question arabe, mais elle est désormais au centre de la lutte entre le bien et le mal», a-t-il affirmé dans un discours diffusé par les télévisions irakiennes. Saddam Hussein a usé presque des mêmes termes utilisés par le président américain George W. Bush lorsqu'il avait évoqué cette même vision pour dépeindre la lutte entre son pays et le terrorisme international après les attentats du 11 septembre 2001.



Donald Rumsfeld

Côte d'Ivoire

Les rebelles signent un cessez-le-feu

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bouaké — Les rebelles ivoiriens ont signé hier à Bouaké, au centre de la Côte d'Ivoire, un accord de cessation des hostilités qui prendra effet à partir de minuit GMT.

L'accord a été signé par des représentants des mutins au lycée français de Bouaké à l'issue d'une rencontre d'une heure et demie avec le ministre sénégalais des Affaires étrangères, Cheikh Tidiane Gadio, le secrétaire exécutif de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Mohammed Ibn Chambas, et le général malien Cheick Oumar Diarra, chargé à la CEDEAO des questions politiques, de défense et de sécurité.

Au sujet du contrôle du cessez-le-feu, l'émissaire du président Wade a répondu: «Nous avons demandé qu'il soit effectif à partir de minuit, [les mutins] nous ont donné leur parole et ajouté qu'ils informeraient leurs combattants. Le gouvernement fera une déclaration pour demander la même chose. Donc, en principe, à partir de minuit aujourd'hui, ce doit être le calme total pour que le dialogue prenne place.»

Selon M. Gadio, cet accord devrait permettre «dans les plus brefs délais» le déploiement du «méca-

nisme de la CEDEAO» qui doit superviser la trêve.

De son côté, le porte-parole des mutins, l'adjudant Tuho Fozie, a déclaré ceci: «Nous avons accepté de signer ce document, ce qui va sûrement nous amener, dans les jours à venir, à des discussions qui nous permettront de résoudre un certain nombre d'éléments que nous avons posés depuis le premier jour.»

«C'est en cela que nous trouvons capitale la signature qui vient d'avoir lieu», a-t-il souligné.

Aucune information précise n'était disponible sur le contenu exact de l'accord.

En attendant le déploiement de la CEDEAO, il n'est pas improbable que les soldats français déployés en Côte d'Ivoire participent au respect de la cessation des hostilités.

«La signature de la déclaration de cessation des hostilités par les insurgés marque une première étape importante vers le retour de la paix en Côte d'Ivoire», a estimé le secrétaire exécutif de la CEDEAO.

«Le Groupe de contact de haut niveau des chefs d'Etat et de gouvernement devrait tenir un sommet le mardi 22 octobre 2002 en vue d'accélérer la recherche de la paix et la fin de la crise ivoirienne par le commencement de discussions directes entre les représentants du gouvernement et les insurgés», a-t-il souligné.

ASSOCIATED PRESS

Philippines: deux attentats font six morts et 144 blessés

Zamboanga — Deux bombes ont explosé hier à une demi-heure d'intervalle dans la ville portuaire de Zamboanga, dans le sud des Philippines, faisant six morts et au moins 144 blessés, selon les autorités. Deux autres bombes et cinq bagages suspects ont été neutralisés.

La présidente Gloria Macapagal Arroyo a condamné ces actes terroristes. La population de Zamboanga est majoritairement catholique, bien que la ville se trouve au cœur du sud musulman.

La police a précisé que dix personnes, dont deux étrangers, étaient interrogées.

Les autorités rapprochent cet attentat d'une précédente explosion qui a provoqué la mort de quatre personnes, le 2 octobre.

L'attentat n'a pas été revendiqué mais les soupçons se portent sur l'organisation séparatiste musulmane Abu Sayyaf, soupçonnée d'être liée à al-Qaïda puisque des lieutenants d'Oussama ben

Laden auraient envisagé d'entraîner la guérilla au maniement des explosifs et des armes ces dernières années. Abu Sayyaf est tenu responsable d'une explosion qui avait fait quatre morts, dont un Bêret vert américain, à Zamboanga il y a deux semaines. Le groupe avait brandi la menace d'agressions en représailles à l'offensive militaire lancée contre lui.

La première explosion hier s'est produite à 11h30 locales dans le grand magasin Shoporama, la deuxième dans le commerce adjacent, Shoppers Central. Le centre commercial, très fréquenté à cette heure de la journée, s'est instantanément mué en un chaos de sang et de gravats.

PHARMACIE SERGE LELOUCHE

Avis à tous nos clients de la pharmacie située au 2020 St-Mathieu. Vos dossiers sont maintenant à notre succursale du 1538 Sherbrooke Ouest, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h. Tél.: (514) 846-1680.

La Société de recherche en orientation humaine

vous invite à une conférence débat sur le thème :

Du père virtuel au père réel

Cette conférence aura lieu :

Hôtel le Reine-Elizabeth
900, Rue Lasalle, Québec
Métropole
mercredi
23 octobre 2002
3 19:00

Conférencier invité :

MONCEF GUITOUNI

Psychosociologue et Président de la Fédération internationale pour l'éducation des parents

Entrée: 10\$, étudiants de moins de 18 ans, gratuit
Informations: (514) 523-567
Courriel: srnh@cam.org Web: www.cam.org/~srnh

Huit Palestiniens tués par des tirs israéliens à Rafah

Gaza (AFP) — Huit Palestiniens dont deux enfants ont été tués hier par des tirs de chars israéliens dans la bande de Gaza, tandis que les tractations se poursuivaient en Cisjordanie pour la formation d'un nouveau cabinet palestinien. Une petite fille de quatre ans, un garçon de 12 ans, deux femmes âgées ainsi que quatre autres personnes ont été tués et une quarantaine de Palesti-

niens blessés dans le camp de réfugiés de Rafah (sud).

Selon des témoins, des Palestiniens ont tiré à l'arme automatique et avec des roquettes anti-char de fabrication artisanale sur des chars israéliens assurant la protection de deux bulldozers et d'un engin de travaux publics qui servaient à la construction d'un mur le long de la frontière avec l'Égypte.

Cocoli
chez BOUTIQUE
1007, RUE LAURIER OUEST, OUTREMONT
TEL.: 274-2442

Résultats

OTO-QUIBEC Tirage du 2002-10-16
02 14 23 36 46 47
Complémentaire: (25)
GAGNANTS LOTS
6/6 0 2 000 000,00 \$
5/6+ 2 250 230,30 \$
5/6 189 2 118,30 \$
4/6 10 272 74,70 \$
3/6 191 374 10,00 \$
Ventes totales: 11 666 989 \$
Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$

SÉLECTIONS BONIS* GAGNANTS
12 22 37 39 41 43 1
04 07 20 24 37 43 3
13 15 26 31 37 44 0
16 20 21 28 30 44 1
04 24 29 32 38 40 0
02 05 22 30 40 47 0

Quebec Tirage du 2002-10-16
06 10 16 29 34 47
Complémentaire: (13)
GAGNANTS LOTS
6/6 0 1 000 000,00 \$
5/6+ 2 25 000,00 \$
5/6 17 500,00 \$
4/6 1 012 50,00 \$
3/6 19 073 5,00 \$
Ventes totales: 550 387,50 \$

Extra Tirage du 2002-10-16
NUMEROS LOTS
918864 100 000 \$
18864 1 000 \$
8864 250 \$
864 50 \$
64 10 \$
4 2 \$

* Si vous êtes détenteur d'une sélection bonis gagnante 100, vous remportez un lot de 1 000 \$ et une participation au tirage en direct au profit de la Côte d'Ivoire. Pour être admissible à ce tirage, vous devez résider dans la région de Québec avant le 15 novembre 2002. Un gros programme d'une sélection gagnante est considéré comme un seul dossier.

MISE SUR TOI
1 866 505 8100

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

McGILL

SUITE DE LA PAGE 1

«Il se peut que certains collègues plaident en effet pour une privatisation d'au moins certains programmes sinon de la faculté en entier», explique le doyen Leuprecht, qui n'est lui-même pas partisan de cette option.

La privatisation d'une faculté de l'université ouvrirait évidemment la voie à l'augmentation des frais de scolarité, gelés à moins de 2000 \$ par année au Québec depuis 1994. Les débats entamés à la faculté de droit de McGill sont d'ailleurs directement liés à celui qu'a amorcé la faculté de droit de l'université de Toronto en février dernier, après le vote d'un plan d'action échelonné sur cinq ans permettant de hausser d'ici 2006 les frais de scolarité annuels à 22 000 \$, soit le double de ce qu'il en coûte actuellement.

«La politique du gel des frais de scolarité est tout à fait défendable, mais si on gèle et qu'on veut être conséquent, il faut dépenser plus généreusement pour l'éducation», note Peter Leuprecht. Si le doyen affirme qu'il n'est pas nécessaire de «dramatiser», la faculté défendait toujours très bien sa place parmi les meilleures facultés de droit au pays, il estime qu'on pourra «toujours faire plus avec plus de sous».

Une autre avenue qui sera explorée par cette faculté lors de la retraite est celle du «contrat social», selon laquelle les étudiants de droit, une fois diplômés, s'engageraient à verser de 3 à 5 % de leur salaire à la sortie de l'université, et ce pendant une période qui pourrait varier de 5 à 10 ans. «Ce serait en quelque sorte une manière de rembourser ce qu'ils ont reçu», explique le doyen, qui ne voit d'autre manière de lancer cette idée que sous la forme d'un engagement moral, sans aucune obligation juridique.

«Les modalités sont encore totalement ouvertes, mais c'est une option qui se discute, effectivement», explique le doyen, qui y voit l'avantage de contribuer aux subventions de la faculté à la mesure de ses moyens, peu importe le type d'emploi et l'ampleur du salaire que l'on a.

Autres options

D'autres options, telles qu'une hausse des contributions privées ou un recrutement accéléré de dons privés, ce dont McGill jouit plus que les autres universités, seront aussi examinées.

«Il est évident que l'idée de la privatisation ne sourit pas tellement aux étudiants, et nous sommes vigilants à cet égard», a expliqué hier Jeffrey Feiner, président de l'Association des étudiants de droit de McGill. L'association n'ayant pu consulter ses membres, elle refuse toutefois de se prononcer plus à fond sur les enjeux d'un tel scénario, qui n'a pas d'équivalence au Québec.

«Nous préférons attendre l'issue de la retraite, mais il est clair que nous affirmons qu'une solution est nécessaire, la faculté doit trouver des moyens d'augmenter ses revenus», poursuit M. Feiner, qui doit lui-même contribuer à ces deux jours de réflexion. Les étudiants ont en outre obtenu l'assurance du doyen qu'aucune décision ne serait arrêtée sans qu'ils n'aient été préalablement consultés.

Ce n'est pas la première fois qu'un vent de privatisation souffle sur McGill: il y a près de trois ans, un projet de collège privé en marge de l'université avait germé, rapidement étouffé par les embûches. Le McGill College International, sorte de collège prestigieux offrant un programme de premier cycle en arts et sciences à la manière des collèges américains, aurait demandé à ses étudiants du monde entier de verser des frais de scolarité annuels avoisinant les 30 000 \$.

Au ministère de l'Éducation, l'idée même du scénario a rapidement été freinée par l'attaché de presse du ministre Sylvain Simard. «Pour se privatiser, cette faculté devrait, en vertu de la Loi sur les universités, obtenir l'autorisation du ministre, ce qui est hors de question sous un gouvernement du Parti québécois», explique Nicolas Girard. «Si une demande nous était formulée, jamais on ne l'autoriserait. Notre position est claire sur les frais de scolarité, que nous entendons maintenir pour un prochain mandat.»

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Un bon de 7 ¢



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LE PRIX À LA POMPE a bondi d'environ sept cents dans la région de Montréal hier. L'essence ordinaire coûte maintenant 83,4 ¢ le litre, son prix le plus élevé depuis l'été 2001. Pendant ce temps, à Lethbridge, en Alberta, certains détaillants écoulent le carburant à moins de 30 cents le litre en raison d'une guerre des prix. Du jamais vu en vingt ans...

SONDAGE

SUITE DE LA PAGE 1

La première tranche de ce sondage, publiée dans notre édition d'hier, faisait état d'un recul des appuis accordés à l'ADQ, qui perd 4 % des intentions de vote pour se trouver toujours bon premier, à 36 %, accompagné d'une chute de popularité de Mario Dumont, que 34 % des répondants jugent le plus apte à devenir premier ministre, une chute de neuf points depuis août dernier. Ce sondage présente une marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20.

L'appui à l'ADQ a donc connu son premier repli depuis sa fulgurante ascension du printemps dernier alors que 60 % des Québécois se montrent quand même favorables à deux éléments controversés du programme adéquat. Ils sont une majorité à accepter que «l'État permette, à ceux qui souhaitent un accès plus rapide aux soins de santé, de payer pour ces soins dans le secteur privé», selon la formulation du sondage. La même proportion appuie l'introduction de bons d'éducation «permettant aux parents d'inscrire leur enfant à l'école de leur choix ou de les appliquer en paiement partiel à l'école privée».

Ce sont là deux propositions dont les effets, si elles étaient mises en œuvre, sont les plus difficiles à prévoir, et leurs modalités d'application sont aussi très complexes à concevoir.

Plus simples à saisir

Les conséquences des deux autres propositions de l'ADQ qui ont fait l'objet du sondage sont plus simples à saisir, a souligné le sondeur Jean-Marc Léger, et la population les rejette. Éliminer les taux progressifs d'impôt pour les remplacer par un taux d'imposition à 20 % pour tous les Québécois, peu importe leur revenu, c'est une mesure avec laquelle seulement 30 % des répondants sont d'accord. Même chez ceux qui appuient l'ADQ, ils sont légèrement plus nombreux à s'y opposer (48 %) qu'à l'appuyer (42 %). Il semble que plusieurs adéquistes se soient rangés à l'avis du président de la campagne de financement de l'ADQ, l'homme d'affaires Marcel Dutil, qui s'est prononcé contre ce taux unique taillé sur mesure pour les plus nantis de la société.

Quant à la proposition de retirer la sécurité d'emploi aux fonctionnaires québécois, 60 % des répondants n'y souscrivent pas. Même chez les Québécois qui appuient l'ADQ, les avis sont partagés: 49 % sont pour et 43 % sont contre.

«La population reconnaît que Mario Dumont a posé les bonnes questions mais qu'il n'a pas nécessairement fourni les bonnes réponses», estime Jean-Marc Léger. Plus le programme de l'ADQ est expliqué, plus on exprime des réserves. Les Québécois sont devenus plus rationnels face à l'ADQ.»

L'ADQ fait mouche

Le sondage montre cependant clairement que l'ADQ a fait mouche, pour le moment du moins, en proposant d'assurer l'accessibilité aux soins de santé grâce à la médecine à deux vitesses et en permettant aux riches d'éviter les listes d'attente en payant pour leurs soins dans le secteur privé. Parmi les quatre éléments principaux du programme, c'est celui qui ressort nettement: 28 % de la population y voit l'aspect du programme qui a le plus d'influence sur la décision des électeurs de voter pour l'ADQ, contre 14 % pour les bons en éducation, 12 % pour l'abolition de la sécurité d'emploi dans la fonction publique et 15 % pour le taux d'imposition unique. Chez les électeurs de l'ADQ, ils sont 37 % à estimer que c'est là l'élément le plus accrocheur du programme, contre 22 % pour l'impôt unique.

Même chez les Québécois qui appuient les deux autres formations politiques, une courte majorité — 52 % pour le PQ et 51 % pour le PLQ — appuie la médecine à deux vitesses en dépit des positions respectives des deux partis, qui rejettent totalement cette avenue.

Sur le plan des générations, plus on est jeune, plus on appuie la médecine à deux vitesses, et inversement: les trois quarts des répondants de 18-25 ans et seulement 47 % des personnes de 65 ans et plus souhaitent qu'on permette aux gens qui en ont les moyens de se payer un accès plus rapide aux soins de santé.

Voir aussi des réactions en page 3

SOMMET

Une diversité culturelle soutenue par Ottawa et Québec

SUITE DE LA PAGE 1

Elle a exprimé sa satisfaction que les membres de la Francophonie soutiennent la rédaction d'une convention internationale sur la diversité culturelle. «L'arrivée de la Francophonie là-dedans, c'est évidemment très important, car pour avoir une convention, il faut un minimum de 50 pays.»

Elle attribue ce résultat au travail de Jean Chrétien et du président français Jacques Chirac, ajoutant que Québec et Ottawa ont «travaillé d'arrache-pied ensemble».

L'organisme responsable de l'application de cette convention pourrait être l'UNESCO: «on espère», a-t-elle dit. La France, le Canada et le directeur général

de l'UNESCO se rencontreront à Beyrouth, a précisé la ministre. Une autre rencontre devrait avoir lieu à Paris vers le mois de février 2003.

L'opinion de Lord

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, qui est membre de la Francophonie au même titre que le Québec et le Canada, est lui aussi arrivé hier, à bord de l'avion du premier ministre Chrétien. Il s'est surtout appliqué à vanter devant une cinquantaine d'hommes d'affaires libanais les «avantages fiscaux», les «infrastructures stratégiques», «les moulins à bois» et la «qualité de vie» de sa province.

Sur le projet de convention sur la diversité culturelle, qui sera discuté dès demain, Bernard Lord a

GUIDE

SUITE DE LA PAGE 1

Dans l'édition 2003 du *Guide pratique des études collégiales au Québec*, on marie un texte sur un sujet d'actualité scolaire à une section beaucoup plus technique — et plus substantielle —, vouée celle-là aux étudiants du secondaire et du collégial en quête d'information sur l'ensemble des programmes collégiaux au Québec. Cette juxtaposition et, en l'occurrence, le style très personnel de l'auteur du texte soulèvent quelques questions.

Un certain féminisme

«Dans les années 60 et 70, un certain féminisme pernicieux est apparu au Québec, dans les médias, aux heures de grande écoute», poursuit l'auteur dans le chapitre «causes sociales», qui vise à expliquer les difficultés actuelles des garçons à l'école. «Rappelons-nous Place aux femmes et son stupide concours du plus bel homme; l'aspect revancharde du discours ne pointait-il pas déjà? Rappelons-nous le talk-show Appelez-moi Lise, où l'animatrice écrasait le coanimateur et le reléguait dans le petit coin; l'aspect réducteur du discours ne pointait-il pas déjà? Dans les années 80 et 90, rappelons-nous aussi Jean-Paul Belleau, voilà l'homme. Rappelons-nous aussi Les Machos...», poursuit M. de Passillé, qui expose sa vision d'un certain féminisme qui, dans l'histoire du Québec, a eu un effet néfaste sur «l'estime de soi des garçons» et qui poursuit sa tirade autour de l'action politique de Lise Payette.

«Sans aucun doute, [les garçons] sentent cependant que les hommes ne reçoivent pas le respect qui leur revient, que leur dignité et leur intégrité sont souvent attaquées. Et vlan sur l'estime de soi masculine, qui est une condition du développement personnel et scolaire», écrit encore M. de Passillé dans son analyse d'une quinzaine de pages.

La teneur de certains passages du texte, où on expose aussi l'existence «heureuse» d'un féminisme positif «profèmes» préconisant «un solide encouragement aux études», a suscité quelques réactions négatives au SRAM, suffisamment pour que le conseil d'administration de l'organisme décide, la semaine dernière, de publier sous peu un texte précisant que «les opinions de l'auteur, en particulier autour des causes sociales du retard scolaire des garçons, ne sont pas partagées par l'équipe du SRAM», comme l'a expliqué hier Gaétan Faucher, directeur exécutif du SRAM.

«Ce texte-là est très profémiste. Il est cependant contre une certaine branche du féminisme, il déclare la négligence à l'endroit des garçons.»

L'auteur se réjouit

Deux mille cinq cents exemplaires de ce guide édité par le SRAM ont été gracieusement expédiés dans les collèges et les écoles au début septembre. Ceux-ci recevront sous peu ce «communiqué» rectificatif, dont le texte final devrait être approuvé aujourd'hui. Les 30 000 autres exemplaires distribués au grand public ne pourront pas bénéficier de ce type de précision éditoriale.

Cas d'exception, précise le directeur du SRAM, tout simplement à cause du rôle de secrétaire général que M. de Passillé a occupé pendant 28 ans. Invité à écrire un texte par le SRAM sur la question du retard scolaire, celui-ci a demandé qu'on en publie le contenu de façon intégrale. «Exceptionnellement, parce que M. de Passillé est un ancien secrétaire général du SRAM, on a accepté de le publier intégralement», précise M. Faucher, qui trouve «déplorable» que certains aspects du texte prennent le dessus sur d'autres, affirmant aussi que si c'était à refaire, il «serait plus vigilant» en ce qui a trait à ses propres obligations.

L'auteur, quant à lui, se réjouit de cette réaction du public, qui pourrait peut-être lancer un débat qui n'a pas encore suffisamment eu lieu au Québec à propos de la réussite des garçons, malgré un constat établi à la suite des États généraux sur l'éducation. «Ce texte-là est très profémiste», explique Pierre de Passillé, qui dit être lui-même féministe. «Il est cependant contre une certaine branche du féminisme, il déclare la négligence à l'endroit des garçons.»

L'ex-secrétaire général, qui maintient tout ce qu'il a écrit, ne nie cependant pas avoir pris une certaine liberté dans le style et le propos, liberté qu'il n'avait pas jadis lorsque sa fonction l'obligeait à une certaine réserve. «J'ai pris un peu congé de la pure et parfaite et bâillonante rectitude politique. Parfois, c'est pertinent d'être impertinent.»

Rectificatifs

Le film *Conteur d'étoiles* mettant en vedette Hubert Reeves sera projeté à Montréal au Cinéma ONF les 20 et 27 octobre prochains à 14h et non pas du 20 au 27 octobre. À Québec, le film sera diffusé à la salle Gabrielle-Roy le 23 octobre à 19h.

♦ ♦ ♦

Contrairement à ce qu'affirmait *Le Devoir* mercredi, l'agente de liaison Marlène Chalfoun n'est pas à l'emploi des Services correctionnels du Canada (SCC). Elle est plutôt employée par les Services correctionnels provinciaux, qui relèvent du ministère de la Sécurité publique du Québec.

WEEK-END NATURE

Les VTT, progrès ou nuisance?



Louis-Gilles Francœur

Ils sont partout: sur les routes, dans les sentiers, sur les chemins privés interdits de passage, dans les territoires de chasse et dans les milieux sensibles les plus inaccessibles. Ce sont les véhicules tout-terrains, les VTT, ces mécaniques à gros pneus ballon à gros crampons qu'on enfourche comme une moto. Selon les jours ou les propriétaires, ce sont des véhicules utilitaires moins énergivores que le tracteur ou le camion de ferme, quand ce ne sont pas des véhicules récréatifs envahissants qui amènent des milliers de personnes chaque fin de semaine aux quatre coins du Québec... au lieu de parcourir ces endroits à pied, à vélo ou en canot.

Comme il y a de moins en moins de neige en hiver, les VTT sont en train de remplacer la motoneige, qu'ils concurrencent désormais à longueur d'année. Le réseau des pistes de VTT au Québec s'allonge sans cesse, parfois aux dépens des pistes de motoneige...

Le remplacement de la motoneige par le VTT n'est pas nécessairement un gain pour l'environnement. Certes, ces machines à quatre temps sont moins polluantes que les motoneiges à deux temps: elles crachent moins d'hydrocarbures et leur consommation d'essence est de deux à quatre fois moins importante que celle des motoneiges. Mais les VTT roulent 12 mois durant, ce qui pourrait bien ramener leur consommation globale au même niveau que celle des motoneiges.

Les constructeurs font tout pour donner de ces gros jouets une image favorable, quitte à charrier épais. Récemment, ATV Nature Watch lançait le programme «VTT éco-logique». Comme si des engins qui

consomment inutilement de l'essence à parcourir le pays en tous sens pouvaient devenir écologiques parce qu'on demande à leurs conducteurs de rester sur les sentiers et de ne pas rouler trop vite!

Les VTT, explique Pierre Dépôt, un écologiste de l'Estrie qui suit le dossier des VTT et des engins récréatifs depuis des années (www.lacbouker.ca), sont des engins «utilitaires fantastiques». Il en possède d'ailleurs un qui a parcouru un grand total de 3500 kilomètres en 14 ans pour les travaux extérieurs.

Le problème des VTT tient à leur usage récréatif, explique Pierre Dépôt. Malgré les consignes, les adeptes sortent systématiquement des sentiers balisés et sont même incités à le faire par la publicité des fabricants, qui vendent les machines en les plongeant dans la boue, ce qui est contraire à leur code d'éthique nord-américain, qui exige de ne pas fréquenter les milieux sensibles. Quant aux sentiers de VTT, ils sont généralement très érodés, et Québec n'exige pas leur stabilisation saisonnière avec des graviers. En plusieurs endroits, les VTT passent dans les fossés, ruisseaux et petits cours d'eau, ce qui est inadmissible, encore une fois en raison de l'érosion ainsi provoquée. Si on tente d'éviter ces formes de pollution sur les pistes balisées en y érigeant des ponceaux, il n'en est pas de même des pistes improvisées et tolérées en bordure des autoroutes ni de tous les sentiers non balisés qu'improvise la gent routante d'un bout à l'autre du Québec.

A certains endroits, les VTT en sont rendus à envahir des parcs publics et à déclasser des activités traditionnelles plus écologiques, comme l'équitation et la randonnée, grâce à la complexité et au manque de vision sociale de certains élus.

A Saint-Lazare, à l'ouest de Montréal, les «vététistes» (ou «quaddistes») ont obtenu la permission de passer dans un parc où ils se sont imposés en forçant littéralement les citoyens et les utilisateurs traditionnels à quitter leurs sentiers d'usage. La municipalité, sans consultation de ses citoyens ni étude d'impacts et malgré une pétition défavorable de 2600 signataires, a autorisé le maire de l'endroit à accorder des droits de passage avec les associations de son choix.

Jusqu'à là, le parc était réservé aux randonneurs, aux cavaliers, aux skieurs, aux raquetteurs, etc. On peut soutenir que les vététistes sont plus nombreux que les cavaliers, mais ce n'est pas une raison de pervertir



SOURCE YAMAHA

Malgré les consignes, les adeptes du VTT sortent systématiquement des sentiers balisés et sont même incités à le faire. A preuve, cette publicité dont le slogan est persuasif: «Le chemin qui mène au paradis est pavé de boue».

la mission même d'un parc, qui est une mission de conservation, de silence et d'activité physique saine.

Les autorités publiques laissent se développer sans véritables balises le loisir motorisé sous toutes ses formes, laissant aux constructeurs de belles et à leurs vendeurs régionaux la responsabilité de façonner l'environnement de demain au gré de leurs intérêts. Pourquoi ne pas précéder le développement de ces activités par une analyse rigoureuse de leurs impacts et baser leur développement sur de réels consensus sociaux?

En 1994, Québec interdisait les dunes des îles de la Madeleine aux VTT, mais il songe maintenant à les réintroduire, contrairement à la tendance nord-américaine qui les élimine de tous ces milieux riverains fragiles.

Et voilà que la Fédération québécoise de la faune (FQF) en rajoute: elle s'est publiquement opposée au projet de taxe additionnelle envisagée par Québec sur l'achat de ces véhicules polluants, ce qui va nuire aux pauvres chasseurs et pêcheurs qui utilisent abondamment ces véhicules. Voilà une attitude honteuse et rétrograde de la part d'une fédération qui devrait avant tout défendre l'intégrité des écosystèmes et éviter d'ancrer dans la population l'image de ces chasseurs et pêcheurs surmécanisés et pollueurs, qui tout relève chez les jeunes le moindre soucieux de conservation. La FQF devrait au contraire lever l'actuelle omerta sur la chasse assise et roulante, dont personne ne parle malgré sa prolifération peu éthique, et encourager l'augmentation de cette taxe afin que ses membres en reviennent à des valeurs plus cynégétiques et pour épargner aux milieux naturels et aux grands gibiers l'invasion de la horde mécanisée.

■ Lecture: *Eloge des vagabondes*, par Gilles Clément, Éditions Nil, Paris, 2002, 200 pages. Un livre consacré à ces plantes qui ont mauvaise presse, les «mauvaises» herbes, voire ces fleurs sauvages indésirables dans le jardin. On les raconte ici comme des merveilles d'adaptation et d'ingéniosité, si on peut dire, qu'il s'agisse de la rhubarbe du Tibet, du pavot de Californie, etc.

■ Refuge: on inaugurerait le 10 octobre le nouveau Refuge faunique Pierre-Etienne-Fortin, qui couvre l'ensemble des rapides de Chambly. Ce premier refuge aquatique permettra de protéger la fraie des chevaliers cuivrés, qui peuvent désormais remonter le Richelieu par la passe migratoire de Saint-Ours. Une grande part de cette nouvelle réalisation est attribuable à la persévérance de deux biologistes, Andrée Gendron et Alain Branchaud. Pierre-Etienne Fortin, qui donne son nom au nouveau refuge, était un médecin-naturaliste du XIX^e siècle à qui on doit la première description du «catostome aux grandes écailles», notre actuel chevalier cuivre. Protecteur des pêcheries du fleuve et député de Gaspé à Ottawa et à Québec, Fortin passait ses étés sur le fleuve à contrôler les permis de pêche et à tirer au canon sur les goélettes des pêcheurs américains, n'hésitant pas à emprisonner dans ses cales les cueilleurs illégaux d'œufs de saurine. On lui doit non seulement des discours précurseurs sur la conservation mais aussi les premières lois sur les forêts, par exemple.

WEEK-END SPORTS

Le Canadien accueille les Red Wings

Dandenault, un joueur modeste dans un groupe de stars

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

Detroit — Mathieu Dandenault doit parfois se pincer pour être sûr qu'il ne rêve pas.

Le Sherbrookoïd d'origine a l'impression d'évoluer dans une équipe d'étoiles depuis sept ans qu'il joue dans la Ligue nationale pour les Red Wings de Detroit.

Steve Yzerman, Sergei Fedorov, Viatcheslav Fetisov, Igor Larionov, Nicklas Lidstrom, Larry Murphy et Brendan Shanahan étaient tous ses coéquipiers quand il a gagné ses deux premières coupes Stanley. Dominik Hasek, Chris Chelios, Brett Hull, Luc Robitaille se sont ajoutés l'an dernier.

«A l'âge que j'avais quand je suis arrivé [19 ans seulement], ils étaient tous mes idoles, dit aujourd'hui le jeune vétéran de 26 ans. Mais c'est une affaire de confiance, et j'ai réalisé qu'ils étaient des humains comme tout le monde et que j'étais capable de jouer avec eux.»

Dans l'œil de Scotty

Repêché en deuxième ronde comme attaquant en 1994, Dandenault a eu la chance de tomber dans l'œil de William Scott Bowman.

Qu'est-ce qui fait, selon lui, qu'on l'a toujours gardé malgré la pléiade de vedettes passées à Detroit?

«Mon coup de patin, répond-il immédiatement. Ça, on ne peut pas me l'enlever. Et puis, je travaille fort, j'écoute, je suis discipliné.»

Dandenault a connu une saison de 37 buts et 107 points avec les Castors de Sherbrooke, mais Bowman a eu l'idée de le transformer en défenseur.

«On venait de perdre Paul Coffey, échangé en retour de Brendan Shanahan, et Bowman m'a dit: "Tu patines vite, tu vas pouvoir revenir à temps si tu te fais prendre..."»

Et c'est ainsi que l'aventure a commencé. Pendant plusieurs saisons, Dandenault a alterné d'une position à l'autre, mais il en est à sa troisième année comme défenseur régulier, même si Bowman l'a encore utilisé à l'avant pendant quelques matchs la saison dernière.

Dandenault a beaucoup plus apprécié sa dernière conquête de la coupe Stanley parce qu'il a pris part aux 23 matchs. En 1997, il n'avait pas été utilisé du tout dans les séries, et en 1998, il n'avait pris part qu'à trois rencontres.

Ce n'est pas fini!

Les Red Wings ne sont pas biaisés, et Dandenault pense pouvoir gagner d'autres coupes. «Nous avons de jeunes joueurs comme Zetterberg, Williams, Avery et aussi Datsyuk, à sa deuxième année, un des joueurs les plus «flashy» dans la ligue. Même Jiri Fischer est encore tout jeune [22 ans].»

«Il y a trois ans, on disait qu'on était trop vieux, mais on a beaucoup de jeunes, et qui arrivent de nulle part, comme Zetterberg [un Suédois] ou Bykov à la défense, qui a 25 ans et qui est vraiment très bon.»

Comme plusieurs de ses coéquipiers, Dandenault est frustré de n'affronter le Canadien qu'à une reprise cette saison: «Ça nous écoeure, a-t-il lâché. Et dire qu'on doit jouer plusieurs parties contre Nashville et Columbus!»

Comme Québécois, il est spécialement déçu de ne pas venir à Montréal, mais la plupart des joueurs des six équipes originales déplorent que la LNH ne prévoie pas un calendrier qui les ferait aller au moins une fois dans chacune des cinq autres villes. Detroit et Chicago sont davantage pénalisées parce qu'elles se retrouvent seules dans l'Association Ouest.

Rencontré en matinée, Dandenault avait évidemment hâte au match en soirée mais l'appréhendait quand même un peu. «Il va falloir se concentrer après, parce que c'est Montréal», disait-il en parlant surtout de son excitation personnelle.

Finale de l'Est

Les Alouettes à guichets fermés

BILL BEACON
PRESSE CANADIENNE

Les Alouettes joueront assurément à guichets fermés lors de la finale de la division Est, qu'ils disputeront au Stade olympique le 17 novembre. Quelque 55 000 personnes sont attendues pour cette rencontre, la seule qui ne sera pas présentée au stade Percival Molson de l'université McGill.

«Nous ne voulons pas quitter McGill, a récemment déclaré le propriétaire Robert Wettenhall. Nous avons toujours pensé que McGill était le domicile idéal pour les Alouettes. L'ambiance aux matchs y est extraordinaire.»

Les Alouettes obtiennent un succès fou à McGill, où ils ont fait salle comble à leurs 35 derniers matchs. Le stade peut accueillir 20 002 spectateurs.

Selon Wettenhall, les partisans de l'équipe ne s'opposent pas à l'idée d'assister à la finale de l'Est au Stade olympique. Ceux qui ne peuvent pas se procurer des places au stade Molson ont acheté 23 000 billets en deux jours. Seulement quelques places parmi les 28 000 billets mis en vente n'ont pas encore obtenu preneur. L'équipe envisage d'ajouter 4000 sièges temporaires afin de satisfaire la demande des commanditaires et des amateurs qui ont des abonnements.

«Je suis heureux que les billets aient été vendus parce que ceux qui détiennent des abonnements voulaient acheter le building, a indiqué le président de l'équipe, Ellis Prince. Nous voulions accueillir de nouveaux amateurs.»

«Les billets pour ce match se sont envolés plus rapidement que ceux de la coupe Grey. En fait, nos circuits télépho-

niques ont presque sauté», a-t-il ajouté.

Malgré l'engouement pour la finale de l'Est, les Alouettes n'ont pas l'intention de s'installer au Stade olympique, et ce, même si l'équipe a accumulé un déficit officieux de huit millions depuis 1997.

«Notre domicile est le stade McGill, a répété Wettenhall. Certaines personnes tentent de nous convaincre que nous pourrions attirer 40 000 personnes à tous nos matchs. Mais un déménagement au Stade olympique n'est pas une option.»

Les joueurs disent apprécier l'ambiance du stade McGill même s'ils sont favorables à l'idée de disputer la finale de l'Est au Stade olympique.

«J'apprécie où nous sommes, a dit le bloqueur défensif Ed Philion. Mais j'aime aussi l'idée de jouer un match éliminatoire au Stade olympique, qui peut accueillir plus de gens.»

Sables mouvants



DARREN STAPLES REUTERS

MIKE WEIR s'est incliné devant Padraig Harrington au Championnat mondial en match play. L'Irlandais a défait sur 36 trous le Canadien 4 et 3, hier, lors de la première journée du Championnat mondial disputé à Virginia Water, en Angleterre. Dans les autres rencontres, l'Écossais Colin Montgomerie a vaincu l'Américain Fred Funk 3 et 2, et le Fidjien Vijay Singh a battu l'Anglais Justin Rose par un trou. Le quatrième match entre Nick Faldo et Michael Campbell a été interrompu après 42 trous en raison de l'obscurité. Il s'agit déjà du plus long match dans l'histoire de ce championnat. Montgomerie affrontera le champion de l'Omnium britannique, le Sud-Africain Ernie Els, en quarts de finale, Harrington sera opposé à l'Espagnol Sergio Garcia, et Singh jouera contre le Sud-Africain Retief Goosen. Le champion sortant, le Gallois Ian Woosnam, affrontera le gagnant du match entre Faldo et Campbell.

EN BREF

Nestor-Knowles en demi-finales à Madrid

Madrid (PC et AP) — Le Torontois Daniel Nestor et son partenaire Mark Knowles, des Bahamas, ont atteint les demi-finales en double du Masters de Madrid hier, battant en des manches successives les Américains Rick Leach et Brian Macphie. Nestor et Knowles, têtes de série numéro 1, l'ont emporté 7-5 et 6-3. Ils affronteront les jumeaux américains Bob et Mike Bryan.

Mauresmo quitte le tournoi de Zurich

Zurich (AP) — La Française Amélie Mauresmo s'est retirée du tournoi de tennis de Zurich à cause d'une inflammation au genou. La joueuse souffre du ménisque d'un des genoux, un problème chronique dont elle souffre quand elle est fatiguée. Mauresmo devrait jouer son premier match hier soir contre la favorite suisse Patty Schnyder. Elle sera remplacée par la Russe Elena Bovina.

SÉRIE MONDIALE

Le repos des guerriers

La longue période d'inactivité ne nuira ni aux Angels ni aux Giants

ASSOCIATED PRESS

Anaheim, Californie — Les Angels d'Anaheim et les Giants de San Francisco ont dû attendre à la toute fin de la saison pour mériter une place dans les séries. Ils ont par la suite dû disputer deux rondes difficiles en séries. Ils sont maintenant heureux d'avoir un peu de repos.

Plutôt que de s'inquiéter du fait qu'ils pourraient être rouillés, ils apprécient ces quelques jours de congé avant le premier match de la Série mondiale, demain.

«Je crois que les deux équipes avaient besoin de respirer un peu, a dit Mike Scioscia, gérant des Angels. Nous avons quelques jours pour panser nos blessures. A un certain moment, nous avons besoin de retrouver toute notre concentration, et là, nous avons l'occasion de le faire.»

Les Angels et les Giants ont remporté les séries de championnats en cinq matchs. Ils auront profité de près d'une semaine de repos.

Certains joueurs, comme le voltigeur Tim Salmon, des Angels, ralenti par une blessure à l'aîne, auront eu le temps de guérir.

«Tous les gars soignent de petites blessures, a dit Scioscia. Nous avons eu une dure saison et des séries difficiles.» C'est aussi vrai pour les Giants, qui ont disputé 10 matchs en 13 soirs et qui ont voyagé quelquefois d'un bout à l'autre du pays.

«C'est bon d'avoir un peu de temps pour reprendre notre souffle, a dit Jeff Kent, des Giants. Si notre série de championnat avait duré sept matchs, nous n'aurions eu aucune journée de repos.»

Le releveur numéro un des Angels, Troy Percival, n'a pas lancé depuis le dernier match contre les Twins du Minnesota. Il ne remettra les pieds sur le monticule qu'aujourd'hui.

Percival a eu six périodes de cinq jours de repos cette saison, et cela n'a jamais nui à son rendement.

«Ça n'a rien de difficile pour moi, je suis habitué à ces longues périodes de repos, a-t-il dit. Je sais quand mon bras est rouillé, et ce n'est pas le cas maintenant.»

Cette longue période de repos cause pourtant un problème à Percival, pour lequel il n'a pas de solution: «On nous a posé les mêmes questions cinq jours de suite», a-t-il dit.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est

	G	P	N	DP	BP	BC	Pts
Buffalo	2	1	0	0	11	5	4
Boston	2	1	0	0	9	9	4
Ottawa	2	1	0	0	5	4	4
Montréal	1	2	0	0	7	13	2
Toronto	1	3	0	0	15	12	2

Section Atlantique

Pittsburgh	3	1	0	0	14	12	6
Philadelphie	2	0	1	0	13	8	5
New Jersey	2	0	0	0	5	3	4
N.Y. Rangers	2	2	0	0	10	15	4
N.Y. Islanders	1	2	0	0	6	10	2

Section Sud-Est

Tampa Bay	2	0	0	0	9	4	4
Washington	2	0	0	0	7	5	4
Floride	1	1	0	1	9	12	3
Caroline	1	2	0	1	8	14	3
Atlanta	0	2	0	1	9	13	1

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

Detroit	2	1	0	0	12	8	4
St. Louis	1	1	1	0	7	7	3
Chicago	1	1	0	0	4	2	2
Columbus	1	2	0	0	6	8	2
Nashville	0	2	0	1	9	12	1

Section Nord-Ouest

Minnesota	2	0	1	0	11	4	5
Vancouver	2	2	0	0	13	12	4
Edmonton	1	1	1	0	5	7	3
Calgary	1	2	0	0	7	10	2
Colorado	0	1	1	0	2	3	1

Section Pacifique

Dallas	3	0	1	0	13	5	7
Los Angeles	3	0	0	0	11	5	6
Anaheim	1	3	0	0	10	12	2
Phoenix	1	3	0	0	8	13	2
San Jose	0	2	0	0	6	11	0

Hier

- N.Y. Rangers à Buffalo
- N.Y. Islanders à Philadelphie
- Washington en Caroline
- Phoenix à Toronto
- Montréal à Detroit
- Columbus à St. Louis
- Dallas au Minnesota
- Floride à Chicago
- Boston à Calgary
- Colorado à Los Angeles
- Edmonton à San Jose

Aujourd'hui

- Nashville au New Jersey, 19h30
- Atlanta à Tampa Bay, 19h30
- Vancouver à Anaheim, 22h30

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Section Est

	G	P	N	DP	PP	PC	Pts
y-Montréal	12	3	0	1	483	319	25
Hamilton	6	10	0	1	391	470	13
Toronto	6	10	0	0	282	438	12
Ottawa	3	12	0	2	284	453	8

Section Ouest

x-Edmonton	12	4	0	0	481	409	24
x-Winnipeg	9	6	0	0	483	386	18
x-C.-B.	9	6	0	0	426	367	18
Saskatchewan	7	8	0	2	398	327	16
Calgary	5	10	0	2	370	426	12

x - assuré d'une place en séries

y - champion de section

Aujourd'hui

- Winnipeg à Calgary, 21h30

demain

- C.-B. en Saskatchewan, 15h00

Dimanche

- Hamilton à Montréal, 13h00
- Ottawa à Toronto, 14h00